

**Commission** : Agenda pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

**Problématique** : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

**Pays** : Finlande

La République parlementaire de Finlande est membre de l'Organisation des Nations Unies depuis 1955 et de l'Union Européenne depuis 1995. Elle a historiquement été neutraliste en terme de politique étrangère, tradition héritée de ses relations avec l'Union soviétique durant la guerre froide. Mais ces dernières années, la politique étrangère a considérablement évolué. Sous la présidence de Sauli Niinistö, du parti de la coalition nationale, parti conservateur et libéral, au pouvoir depuis 2012, la Finlande s'efforce de mener une politique alliant l'appartenance à l'UE et un partenariat actif avec la Russie.

La guerre civile syrienne est un conflit armé qui dure depuis 2011, après le soulèvement d'une partie du peuple contre le régime de la famille Assad durant le printemps arabe. Aujourd'hui, avec plus de 500 000 morts, le conflit est devenu plus complexe, particulièrement avec les interventions des forces étrangères, qu'elles soient indépendantes ou sous forme de coalition et oppose principalement trois camps : d'un côté, le gouvernement syrien dirigé par Bachar el-Assad, confronté aux groupes opposants et insurgés comme l'Armée Syrienne libre ou les forces démocratiques syriennes, et enfin l'Etat islamique, qui s'est néanmoins beaucoup affaibli dernièrement. Dans ce contexte, l'Union Européenne organise cette commission parlementaire qui a pour objectif d'apporter paix et prospérité à cette région, qui est riche culturellement et a un fort potentiel économique, tout en favorisant une coopération entre l'Europe et le Moyen-Orient.

La Finlande n'entretient aucune relation diplomatique ou commerciale avec la Syrie, la guerre n'a donc pas d'impact direct sur le pays. Cependant, étant membre l'Union Européenne et très proche de la Russie, la Finlande se doit de réfléchir à un compromis entre ces deux parties, puisqu'ils ne partagent pas les mêmes visions et avantages par rapport à ce conflit : la Russie soutient les forces gouvernementales d'el-Assad, tandis qu'une grande partie des pays européens font partie de la coalition internationale qui soutient les forces démocratiques libres, un groupe rebelle. L'affaiblissement de l'ennemi commun, à savoir l'Etat islamique, nous permet d'ouvrir une porte vers une future paix, qui ne sera obtenue qu'avec le dialogue entre le gouvernement et les opposants, avec la médiation de la Russie et de l'UE, afin de trouver un accord qui résoudra ce conflit et unifiera le pays tant politiquement, que socialement ou économiquement. Cet accord permettra aussi d'améliorer les relations entre la Russie et l'Union Européenne, et de créer et renforcer une route terrestre commerciale liant le Moyen-Orient, la Russie et l'UE.

A propos de la crise migratoire et humanitaire provoquée par cette guerre, la Finlande a toujours été favorable à l'asile de réfugiés, tout en respectant les capacités d'accueil du pays, en attente de la fin du conflit. La Finlande est aussi fortement engagée dans le rapatriement des rescapés et prisonniers détenus en Syrie afin de leur offrir des soins et les aider à se réintégrer à la société, comme on a pu le voir en décembre 2020, quand six enfants et deux femmes ont pu rentrer au pays sains et saufs, suite à une initiative gouvernementale en collaboration avec l'Allemagne. Toutefois, ce défi migratoire paraît très délicat et difficile à gérer après une présumée paix. La Finlande exige donc que le futur gouvernement unifié syrien s'engage à coopérer avec l'UE et les Organisations Non-Gouvernementales ici présentes pour aider les réfugiés à regagner leurs terres et domiciles dans la plus grande sécurité possible.

Enfin, concernant le conflit yéménite, la position finlandaise n'a toujours pas changé depuis 2018, avec notamment la suspension de tous les nouveaux contrats d'armement vers l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis en 2018 a renforcé cette position. La Finlande souhaite donc que les autres pays membres de l'Union Européenne fassent de même, et privilégie une solution pacifique et dialoguée de ce conflit, avec la coopération de tous les pays concernés par cette guerre et une médiation européenne qui apporteront paix et stabilité à cette région, plutôt qu'un aboutissement militaire et violent qui ne fera qu'aggraver la situation déjà très fragilisée.

La Finlande compte donc sur ses pays amis européens pour initier ensemble un processus non-armé de dialogue et paix dans la région et trouver un compromis entre les différents belligérants locaux, ayant aussi pour but d'encourager la coopération économique et stratégique et favoriser les futures relations diplomatiques entre le golfe arabo-persique et l'Union Européenne, tout en respectant les droits de l'Homme et le droit international.